

Brochure n° 3063

**Convention collective nationale**

IDCC : 1555. – **FABRICATION ET COMMERCE  
DES PRODUITS  
À USAGE PHARMACEUTIQUE,  
PARAPHARMACEUTIQUE  
ET VÉTÉRINAIRE**

AVENANT DU 1<sup>ER</sup> MARS 2007  
MODIFIANT L'ACCORD DU 3 DÉCEMBRE 1992  
RELATIF AU RÉGIME DE PRÉVOYANCE  
NOR : *ASET0750641M*  
IDCC : 1555

Entre :

Le groupement des petites et moyennes entreprises de production et de services pour la pharmacie et la santé FACOPHAR Santé ;

Le syndicat de l'industrie du médicament vétérinaire (SIMV) ;

Le syndicat de l'industrie du diagnostic *in vitro* SFRL ;

L'association nationale des sociétés vétérinaires d'achats et de distribution de médicaments (ANSVADM),

D'une part, et

La fédération chimie-énergie CFDT ;

La fédération nationale des industries chimiques CFTC ;

La fédération nationale des cadres de la chimie (FCC) CFE-CGC ;

La fédération nationale des industries chimiques CGT ;

La fédération nationale de la pharmacie FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

Conformément aux dispositions de l'article 2 de l'accord du 3 décembre 1992, les partenaires sociaux ont procédé à un appel d'offres afin de désigner le gestionnaire du régime de prévoyance collective

obligatoire couvrant les risques de décès-invalidité-incapacité et maladie-chirurgie-maternité du personnel des entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective du 1<sup>er</sup> juin 1989.

Par cet accord, les parties signataires ont souhaité, d'une part, améliorer les prestations en matière de maladie-chirurgie-maternité et, d'autre part, optimiser les garanties décès, invalidité et incapacité de travail par une diminution des taux d'appel.

Les parties signataires rappellent que le régime conventionnel de prévoyance est basé sur la solidarité civile entre l'ensemble des salariés des entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale.

Afin que soit assurée la mutualisation des risques permettant de garantir la solidarité civile prévue à l'alinéa précédent, les entreprises, à l'exception de celles mentionnées aux articles 1.2 et 1.3 de l'accord du 3 décembre 1992, sont tenues de donner leur adhésion aux organismes désignés par le présent avenant et d'apporter à leurs salariés les garanties prévues par convention collective.

## **Article 1<sup>er</sup>**

### *Désignation des gestionnaires du régime conventionnel de prévoyance*

A la suite de l'appel d'offres, les organismes désignés ci-après sont reconduits dans la gestion du régime conventionnel de prévoyance :

- l'APGIS, institution de prévoyance régie par l'article L. 732-1 du code de la sécurité sociale pour les risques maladie-chirurgie-maternité ;
- les AGF, société d'assurances, pour les risques décès-invalidité-incapacité de travail.

## **Article 2**

### *Garanties maladie-chirurgie-maternité du régime professionnel conventionnel (RPC)*

Les articles 9.2 de l'annexe I « Régime de prévoyance du personnel cadre et assimilé cadre » et de l'annexe II « Régime de prévoyance du personnel non cadre et non assimilé cadre » sont modifiés ainsi :

Le paragraphe « Optique » est annulé et remplacé par le paragraphe suivant :

« Optique :

- frais de lentilles acceptées ou refusées par la sécurité sociale : remboursement dans la limite de 91,47 € par an et par bénéficiaire ;
- frais de lunettes remboursées par la sécurité sociale : remboursement dans la limite de 77 € par verre unifocal ou de 190 € par verre multifocal pour un adulte de plus de 18 ans et de 61 € par verre pour un enfant de moins de 18 ans ;
- frais de lunettes remboursés par la sécurité sociale : remboursement dans la limite de 76,22 € par monture pour un adulte de plus de 18 ans et de 48,78 € pour un enfant de moins de 18 ans. »

Le paragraphe suivant est ajouté :

« Frais de chirurgie correctrice des yeux :

- non remboursés par la sécurité sociale : remboursement dans la limite de 250 € par œil. »

Au paragraphe « Prothèses dentaires et orthodontie » il est ajouté l'alinéa suivant : « – frais d'implant dentaire, acceptés ou refusés par la sécurité sociale : remboursement dans la limite de 250 € par implant à 2 implants par an et par bénéficiaire. »

Le paragraphe « Hospitalisation médicale et chirurgicale (hors maternité) » est modifié comme suit :

« A compter du 1<sup>er</sup> avril 2007 :

- forfait journalier hospitalier : 16 € dès le 1<sup>er</sup> jour ;
- forfait journalier psychiatrique : 12 € dès le 1<sup>er</sup> jour. »

### **Article 3**

#### *Garanties maladie-chirurgie-maternité du régime supplémentaire optionnel (RSO)*

Les rubriques « Remboursements effectués sur la base de frais réels, avec éventuellement limitation à un plafond » des articles 16 de l'annexe I « Régime de prévoyance du personnel cadre et assimilé cadre » et de l'annexe II « Régime de prévoyance du personnel non cadre et assimilé cadre » sont modifiées ainsi :

« Frais de lunettes remboursés par la sécurité sociale :

- supplément de 30,47 € aux prestations du régime professionnel conventionnel suivantes :
  - verre unifocal, soit un remboursement dans la limite de 107,47 € pour un adulte de plus de 18 ans ;
  - verre multifocal, soit un remboursement dans la limite de 220,47 € pour un adulte de plus de 18 ans ;
  - verre pour un enfant de moins de 18 ans, soit un remboursement dans la limite de 91,47 € ;
- supplément de 15,25 € à la présentation du régime professionnel conventionnel pour une monture pour un adulte de plus de 18 ans, soit un remboursement dans la limite de 91,47 € ;
- supplément de 7,63 € à la prestation du régime professionnel conventionnel pour une monture pour un enfant de moins de 18 ans, soit un remboursement dans la limite de 56,41 €. »

### **Article 4**

#### *Cotisations décès-invalidité-incapacité du régime professionnel conventionnel (RPC)*

### **Article 4.1**

#### *Modification apportée à l'annexe I « Régime de prévoyance du personnel cadre et assimilé cadre »*

L'article 10 de l'annexe I « Régime de prévoyance du personnel cadre et

assimilé cadre » est modifié comme suit : « le taux de 1,66 % sur les tranches 1 et 2 des salaires est appelé à 1,33 % sur les tranches 1 et 2 des salaires ».

## Article 4.2

### *Modification apportée à l'annexe II*

« Régime de prévoyance du personnel non cadre et non assimilé cadre »

L'article 10 de l'annexe II « Régime de prévoyance du personnel non cadre et non assimilé cadre » est modifié comme suit : « le taux de 2,07 % est appelé à 1,66 % des salaires ».

## Article 5

### *Cotisation des anciens salariés de l'annexe III*

Le 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 2 « Cotisation » de l'annexe III « Garanties et cotisation des retraités, anciens salariés et ayants droit désignés par l'article 4 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 » est modifié comme suit : « A compter du 1<sup>er</sup> avril 2007, le montant de la cotisation annuelle, par bénéficiaire des garanties, est fixé à :

(En euros.)

BÉNÉFICIAIRE	RPC		RSO
Par adulte bénéficiant des garanties au titre d'un adhérent retraité .....	586,20	+	151,80
Par adulte bénéficiaire des garanties au titre des autres catégories prévues par la présente annexe .....	586,20	+	151,80
Par enfant bénéficiaire des garanties (gratuité au-delà du 3 <sup>e</sup> ) .....	293,04	+	78,48

## Article 6

### *Entrée en vigueur*

Les dispositions du présent accord entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2007.

## Article 7

### *Demande d'extension*

Les dispositions du présent accord feront l'objet d'une demande d'extension au ministère de l'emploi et de la solidarité.

## **Article 8**

### *Formalités*

Conformément aux dispositions des articles L. 132-10 et R. 132-1 du code du travail, le présent accord sera déposé en 5 exemplaires à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Paris et remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Fait à Paris, le 1<sup>er</sup> mars 2007.

(Suivent les signatures.)